



CTL 69 du 29 mars 2021

Déclaration liminaire

Ce CTL se tient en format « distantiel », incompatible avec un débat digne de ce nom alors que des centaines d'entre-nous travaillent au quotidien dans des open-space rassemblant des dizaines d'agents. Nous exigeons un « vrai » CTL en présentiel.

La DGFIP et la DRFiP maintiennent le cap de la liquidation des structures et des emplois alors qu'une nouvelle mission vient alourdir la charge de nos services. Les petites économies sur les emplois impliquent une gabegie budgétaire vraisemblablement de grande ampleur liée à la fraude sur le Fonds de solidarité.

Les missions traditionnelles continuent évidemment à s'exercer dans des conditions très dégradées : objectifs inchangés et suppressions d'emplois sans précédent.

L'accueil de la campagne IR tel qu'il nous est présenté illustre bien les contradictions de notre direction. Les documents préparatoires invoquent le rôle d'accueil fiscal des trésoreries. Ces mêmes trésoreries qui viennent d'être amputées de la mission de recouvrement de l'impôt et dont l'administration a programmé purement et simplement la disparition !

Nous nous félicitons de cette reconnaissance tardive qui en creux dresse le constat de la faillite des espaces France service.

Ces fermetures vont renforcer encore l'afflux sur les SIP de plus en plus pris d'assaut.

FO-DGFIP revendique plus que jamais l'abandon du mortifère programme « NRP ».

Nous demandons l'abandon des 84 suppressions d'emplois prévues dans le Rhône et d'urgence le rétablissement des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services dans le cadre de la « campagne IR » et de toutes nos missions. C'est bien là que se situe le coeur du problème.

Concernant l'égalité professionnelle, FO considère que seul le statut et le recrutement par un concours unique d'accès à un grade sont aptes à garantir une véritable égalité.

FO Fonction publique s'est d'ailleurs seule opposée en CCFP (Conseil commun de la Fonction publique) à la création de concours multiples au nom d'une illusoire « égalité des chances » négation de l'égalité véritable, l'égalité des droits.

Force-Ouvrière exige plus que jamais l'abrogation de l'anti-républicaine loi dite de Transformation de la Fonction publique qui remet en cause les fondements de statut français du fonctionnaire.